

Processus à suivre pour traiter les éventuelles allégations à l'encontre de directeurs généraux de l'OMS, et pour enquêter à leur sujet

Le Conseil exécutif, ayant examiné le rapport du Comité du budget, du programme et de l'administration¹ et ayant examiné, en séance privée, les résultats de la Soixante-Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé,

A décidé :

- 1) de saluer le rapport des chefs de file de la réforme de la gouvernance dirigée par les États Membres consacré au processus à suivre pour traiter les éventuelles allégations à l'encontre de directeurs généraux de l'OMS, et pour enquêter à leur sujet ;
- 2) de demander aux chefs de file de la réforme de la gouvernance dirigée par les États Membres de continuer à présider des consultations sur cette question, y compris en y faisant participer des groupes régionaux, en vue de finaliser un projet de procédures pour examen par le Conseil exécutif à sa cent cinquante-sixième session en 2025 ;
- 3) de veiller à ce que les consultations restent à composition non limitée, en maintenant l'inclusivité et la transparence ;
- 4) de prier instamment tous les États Membres de participer activement à toutes les consultations ; et, le cas échéant, d'organiser des discussions régionales entre eux, y compris dans le cadre ou en marge des comités régionaux ;
- 5) de demander aux chefs de file de la réforme de la gouvernance dirigée par les États Membres de continuer à organiser régulièrement pour les États Membres, avec l'appui du Secrétariat, des réunions d'information informelles sur l'avancement de l'élaboration du projet révisé. Des réunions d'information intersessions sur le document actuel devraient notamment être organisées avec toutes les Régions de l'OMS pour favoriser une compréhension commune de l'approche adoptée et continuer à intégrer les considérations déjà prises en compte lors de l'élaboration des procédures présentées à la Soixante-Dix-Septième Assemblée mondiale de la Santé ;

¹ Document EB155/2.

6) de demander au Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance et aux membres du personnel du Secrétariat occupant une fonction appropriée et capables de donner des orientations impartiales, sans conflit d'intérêts réel ou perçu quant à l'issue du projet de procédures, de fournir en temps utile des conseils et un soutien aux États Membres.

Quatrième séance, 4 juin 2024
EB155/SR/4

= = =